

Chômage dans l'Aube :

DERRIÈRE LES CHIFFRES, LA CASSE DE L'EMPLOI INDUSTRIEL

Les chiffres viennent rappeler une réalité que beaucoup d'Aubois vivent déjà. Au deuxième trimestre 2026, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a progressé de 2,7 % dans l'Aube. Toutes catégories confondues, 27 700 personnes tenues de rechercher un emploi sont inscrites à France Travail.

PAR CAMILLE LAINÉ

Les 25-49 ans enregistrent une hausse de 6,4 % sur un an. Chez les moins de 25 ans, elle atteint même 8,8 %. L'emploi aubois se fragilise. Derrière les statistiques, il y a des femmes et des hommes, des salaires qui disparaissent et des territoires qui s'appauvrissent.

L'industrie auboise en première ligne

Notre département a déjà payé un tribut considérable à des décennies de désindustrialisation. Le seul textile est passé d'environ 11 000 emplois de fabrication il y a quarante ans à quelque 3 500 aujourd'hui.

À La Chapelle-Saint-Luc, Michelin prévoit de ramener les effectifs de son usine de pneus agricoles d'environ 650 à 500 salariés d'ici fin 2026. À Romilly-sur-Seine, le feuillet du Coq Sportif a montré jusqu'où peut conduire l'abandon de notre appareil productif aux logiques financières. Dans les années 1970, le groupe employait près de 1 000 personnes, dont environ 700 à Romilly. Après les délocalisations et la fermeture de 1988, son retour avait fait naître l'espoir d'une renaissance industrielle. Son placement en redressement judiciaire puis sa reprise en 2025 ont rappelé la fragilité de cet espoir.

Lorsqu'une usine réduit ses effectifs ou ferme, les conséquences dépassent ses murs : sous-traitants, commerces et finalement tout un bassin de vie sont touchés.

L'argent public doit servir l'emploi

Depuis des années, les gouvernements promettent la réindustrialisation tout en laissant les grands groupes décider seuls de l'avenir des sites. Des milliards d'euros d'aides publiques sont versés aux entreprises sans être suffisamment conditionnés à l'emploi ou au maintien de la production en France.

L'exemple Michelin est révélateur : le groupe a remboursé 4,3 millions d'euros correspondant à des aides publiques utilisées pour financer des équipements destinés à des usines étrangères.



France Travail

Une restitution obtenue après le travail de la commission d'enquête sénatoriale menée notamment par le communiste Fabien Gay. Pour les communistes, l'argent public doit servir l'emploi, pas les délocalisations ni les dividendes.

Redonner du pouvoir aux salariés

Une autre politique est possible. Les aides publiques doivent être conditionnées au maintien et à la création d'emplois et remboursées lorsque les engagements ne sont pas respectés. Les salariés et leurs représentants doivent disposer de véritables pouvoirs sur les choix stratégiques, notamment d'un droit de veto suspensif face aux projets de licenciements et de délocalisations.

Lorsqu'une entreprise est vendue ou menacée de fermeture, les salariés doivent également pouvoir bénéficier d'un droit de préemption pour reprendre leur outil de travail sous forme coopérative. Une banque publique doit pouvoir financer les projets industriels créateurs d'emplois plutôt que de laisser le crédit dépendre uniquement des exigences de rentabilité financière.

Réindustrialiser suppose enfin une véritable planification nationale : reconstruire des filières, développer la formation et les services publics nécessaires et produire en France ce dont nous avons besoin.

L'Aube possède des savoir-faire, une histoire industrielle et des travailleurs et travailleuses capables de produire. Ce qui lui manque n'est pas une énième promesse de « *plein emploi* », mais une politique qui décide enfin que l'emploi et notre outil industriel valent davantage que la rémunération des actionnaires.

Pompiers :

APRÈS LES INCENDIES, TOUJOURS PAS LES MOYENS

Après un été marqué par des incendies d'une ampleur exceptionnelle, neuf organisations syndicales de sapeurs-pompiers professionnels ont interpellé Emmanuel Macron. Dans une lettre commune datée du 6 août, elles réclament des engagements concrets sur les effectifs, les équipements et le financement des services d'incendie et de secours.

Reçue le 13 août place Beauvau par le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez, l'intersyndicale espérait des réponses. Elle est ressortie « *très déçue* ». Les syndicats dénoncent des effectifs insuffisants, des équipements vieillissants et des moyens qui ne suivent plus l'évolution des risques. Une mobilisation nationale est désormais annoncée fin septembre.

La colère intervient alors que les incendies de cet été ont montré les conséquences très concrètes de l'urgence climatique. Face à des feux plus fréquents et plus intenses, attendre la catastrophe pour débloquer des moyens n'est plus tenable. Prévenir suppose des personnels formés et suffisamment nombreux, des équipements disponibles et un financement public à la hauteur.

Dans l'Aube, renforcer les effectifs professionnels

Dans notre département, le SDIS repose très largement sur le volontariat. Fin 2025, il comptait 894 sapeurs-pompiers volontaires pour seulement 155 professionnels, auxquels s'ajoute le réseau des corps communaux.

Un engagement indispensable au fonctionnement actuel des secours, particulièrement dans les territoires ruraux, mais qui ne saurait masquer la nécessité de renforcer les effectifs professionnels.

Le ministère de l'Intérieur rappelle d'ailleurs que les professionnels constituent « *l'ossature* » des services d'incendie et de secours.

Le volontariat ne peut devenir la réponse au manque de moyens publics. La disponibilité des volontaires dépend notamment de leurs contraintes professionnelles et de la possibilité pour leurs employeurs de les libérer. À l'heure où les interventions augmentent et où l'urgence climatique fait apparaître de nouveaux risques, recruter davantage de sapeurs-pompiers professionnels devient indispensable.

L'Aube doit pouvoir conserver l'engagement précieux de ses volontaires tout en disposant de davantage de professionnels présents et disponibles en permanence. Cela suppose une augmentation durable des financements des SDIS et un engagement beaucoup plus important de l'État.

On applaudit volontiers les pompiers lorsque le pays brûle. Encore faut-il leur donner, le reste de l'année, les moyens de nous protéger.

CAMILLE LAINÉ

COUP DE CHAUD

On ne dit pas assez les dégâts de la chaleur sur les hommes politiques : Donald Trump a affirmé sérieusement avoir discuté avec Roosevelt et Jefferson dans sa future salle de bal, avec pour preuve une scène créée par l'IA et vient de publier sur son réseau Truth une image du détroit d'Ormuz avec comme légende : nouveau territoire étatsunien. Son secrétaire à la Défense, Hegseth, diffuse une vidéo dans laquelle un théologien conservateur promeut la fin du vote des femmes, le système actuel, selon un pasteur de son obédience, ne serait pas bon pour les humains. Pas bon. C'est tout comme justification. Quand on ne gagne plus les guerres et que la crise économique s'installe durablement il faut bien justifier la nécessité d'être encore au pouvoir. En Italie l'ancien général et député européen Roberto Vannacci, propose dans le programme de son parti, Futuro Nazionale, la suppression du crime de féminicide qui alourdit inutilement la sanction pénale, et veut protéger, lui, le patriarcat méditerranéen des femmes... quand d'autres veulent protéger les femmes du patriarcat, car le féminisme serait responsable de la crise actuelle, économique et politique. Climatique aussi, non ?

Mais la gauche française n'est pas en reste. Le député LFI Ugo Bernalicis aime les formules simples : " *Pour être de gauche, il suffit de mettre d'autres gens en prison, ceux que nous, on déteste, et de sortir ceux qu'on aime bien.* " Pour Bernalicis, être de gauche c'est enfantin : il suffit d'oublier la séparation des pouvoirs, de mettre directement en prison ceux qu'on n'aime pas ; les adversaires politiques par exemple ? L'Ancien Régime, l'embastillement et le bon plaisir du roi seraient de retour ? Dans la même prise de parole, il parle de la fétichisation de la victime – on accorderait trop d'importance à ce qu'elle ressent. Les victimes, qui sont très souvent des femmes, doivent le comprendre : elles encombreront inutilement la Justice avec leurs plaintes ! Vivement l'hiver !

LA DÉPÊCHE DE L'AUBE A BESOIN DE VOTRE SOUTIEN

JE M'ABONNE / JE SOUTIENS LA DÉPÊCHE

Nom - Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Mail : Tél. :

☐ **ABONNEMENT ANNUEL 20 €**
52 numéros – Version papier et numérique.

☐ **ABONNEMENT DE SOUTIEN 40 € OU PLUS**
52 numéros – Version papier et numérique.
Cette formule vous permet d'offrir un abonnement à une personne de votre choix (joindre ses coordonnées).

☐ **JE FAIS UN DON DE : €**
Chaque don, quel que soit son montant, est essentiel.



Chaque **abonnement** et chaque **don** contribuent à assurer la pérennité de **La Dépêche de l'Aube**.

Date : Signature :

▶ **À retourner avec le règlement à :**
La Dépêche de l'Aube
22ter Avenue Anatole-France
10000 Troyes



www.aubeane.fr

Aubéane
MUTUELLE DE FRANCE

Votre mutuelle de proximité

ABSENCE DE SÉLECTION
SOLIDARITÉ
100% HUMAIN
PAS D'ACTIONNAIRES
SANS LIMITE D'ÂGE

03 25 79 10 43

aubeane

TROYES 59 bd Blanqui
ROMILLY-SUR-SEINE 35 Rue Gornet Boivin
BAR-SUR-AUBE 157 Rue nationale

LE BLUFF MIT EN SCÈNE

Les murs sont placardés de cette fameuse affiche où Marine Le Pen, les bras en croix, dans une posture prophétique, oscillant entre figure du sauveur et la posture du martyr, a étudié soigneusement sa communication. Comme toujours le projet contraste nettement avec l'image qu'elle voudrait envoyer. Cette mise en scène théâtrale cherche à imposer une évidence. Celle d'une personnalité providentielle venue rassembler les colères. Mais une fois l'image déconstruite, la ligne politique révèle des contradictions profondes.

On constate un décalage social notoire : face aux médias, elle a des déclarations allant dans le sens de l'intérêt des classes populaires, mais dans les faits, des positions et des votes parlementaires régulièrement en retrait sur la défense effective du pouvoir d'achat ou sur les droits sociaux.

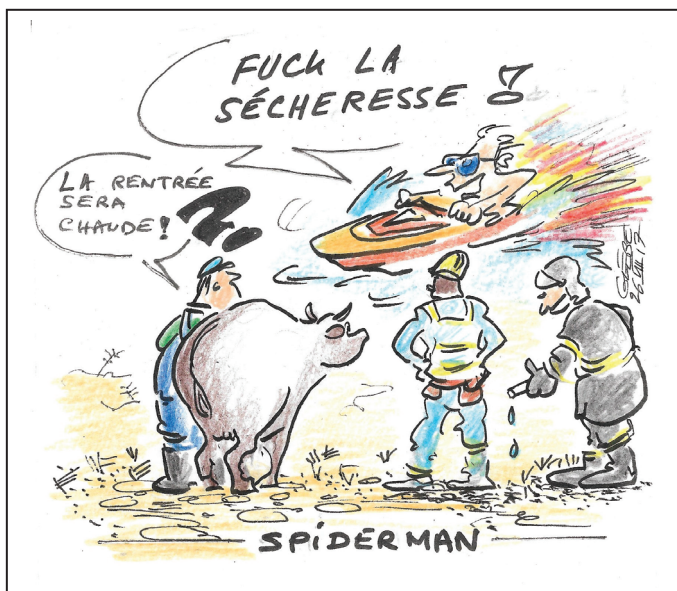
Exemple, le positionnement du parti de Marine Le Pen, face à l'inflation, reflète des choix plus libéraux et favorables aux entreprises, il s'est opposé notamment à passer le SMIC à 1500 € net, il privilégie des baisses de cotisations patronales ou de TVA plutôt que des augmentations directes de salaire ; sur le terrain fiscal, il vote contre le rétablissement de l'ISF, maintient des cadeaux fiscaux aux plus hauts patrimoines, ou encore fait opposition au gel des loyers, etc.

Son affiche est un bluff, elle tente de rassurer l'électorat modéré en s'éloignant de l'image politique traditionnelle et plus clivante. L'effacement des symboles en est une preuve ; l'atténuation du nom de famille au profit du seul prénom « Marine », la mise en retrait du logo historique de la flamme, répond à une volonté de masquer l'héritage fascisant qui rappelle la flamme de Mussolini. L'affiche est un outil de marketing, pas un programme. C'est un support de communication conçu pour susciter une émotion. Elle ne reflète en rien la capacité à gouverner dans l'intérêt d'un peuple et d'un pays.

L'exigence de la fonction présidentielle nécessite une majorité et une équipe. Bardella pressenti comme premier ministre est une douce rigolade. S'il a une légitimité politique, il n'a jamais exercé un seul mandat exécutif, pas même celui de maire, il n'a aucune expérience. Il n'est qu'un miroir aux alouettes pour ratisser plus large l'électorat. Se poser en victime ou en rédempteur ne constitue pas un programme de gouvernement allant dans le sens de l'intérêt du peuple.

Marine Le Pen démagogiquement s'est imposée comme une figure majeure auprès du monde ouvrier et des classes populaires en axant son discours sur des urgences très concrètes. Mais à mesure que les projecteurs s'éteignent, avec le RN, les engagements du discours fondateur d'hier cèdent à l'incertitude. La gestion d'un pays exige de la cohérence entre le discours et les faits, ce n'est pas seulement une mise en scène du mécontentement.

L'OEIL DE GLEBE

TROYES
SAINT-JULIEN-LES-VILLASLa Dépêche
de l'Aube

www.ladepechedelaube.org

Éditeur : S.A.R.L Société Nouvelle La Dépêche de l'Aube (SARL 99 ans à compter du 26 décembre 1975)- Capital social : 304,90 €- Siège social : 22ter, Avenue Anatole France, 10000 TROYES- Tél : 03 25 73 32 82- E-Mail : ladepechedelaube@wanadoo.fr- Gérant-directeur de la publication : Pierre Mathieu. Rédactrice en chef : Camille Lainé. Commission paritaire : 1025 C 87 550- Numéro ISSN : 2263-1070 - Dépôt légal : Date de parution. Abonnement 1 an = 20 €. Régie, publicité, annonces légales : La Dépêche de l'Aube - Impression : La Dépêche de l'Aube 22ter Av Anatole France 10000 Troyes.

LE PATRONAT REVANCHARD SE MOBILISE

Grèves massives avec occupation d'usines, accession du Front populaire au gouvernement, le mois de juin 1936 a été cauchemardesque pour le patronat confronté à un rapport de force devenu très défavorable. La panique n'était pas loin... Lors de la négociation avec les syndicats, placé sous l'égide de Léon Blum, il a rapidement du lâcher du lest.

Les accords de Matignon des 7 et 8 juin 1936 ont entériné des conquêtes majeures complétées dans la foulée par de grandes lois sociales. Inquiet pour ses intérêts le patronat s'est vite remobilisé. Nombre d'articles dans *La Dépêche de l'Aube* et de *le Haute-Marne* en attestent. La rubrique, *La voix des usines*, dénonce les abus patronaux et de l'encadrement. Elle illustre à sa façon les mesures mis en place pour retarder ou contourner la mise en place des mesures plus favorables aux salariées ainsi que la pression mis sur les syndicalistes, les militants voire la répression la plus brutale. L'esprit de revanche est là.

Le 5 septembre l'hebdomadaire dénonce les propos d'un associé de la Teinturerie du Grand-Véon, membre de la direction, qui fait savoir aux salariés qu'il les « ... domptera tous, les communistes surtout. » C'est le régime de la trique. Côté productivité il est exigé « 800 douzaines par jour, alors qu'avant un ouvrier touchait une prime (supprimée depuis les 10%¹) dès qu'il dépassait les 500 douzaines ». « Pour ceux qui ne peuvent y arriver c'est la porte ». Un conflit très dur a eu lieu dans l'entreprise Jourdain (31 jours de grèves) qui entendait refuser l'application de la nouvelle législation. Une solidarité importante des travailleurs c'est manifesté. La direction a été contrainte de céder. Hargneuse elle attaque le syndicat CGT du textile en justice.

Pour la première fois de leur vie les ouvrières du textile qui travaillent en usine ont pu bénéficier de 12 jours de vacances payées. Elles marquent leur satisfaction de cette conquête issue de l'action conjuguée des luttes ouvrières et du nouveau gouvernement.



PAR PIERRE MATHIEU

Mais là encore le patronat ergote dans nombre d'entreprises et multiplie les obstacles pour limiter la mise en œuvre de ce droit nouveau qui est encore loin de s'appliquer de manière universelle. Les salariées du textile qui travaillent à domicile ne bénéficient pas de cette avancée. Ce qui est profondément injuste d'autant qu'elles touchent un salaire moindre, qu'elles ont des frais élevés (obligation de payer le mécanicien pour les réparations, le fil, les fournitures) et que, si elles travaillent à la maison, c'est en raison de charges de familles assez lourdes ou pour des raisons de santé. Preuve de la résistance du patronat, la signature du contrat collectif va prendre 2 mois.

Il est le fruit d'un bras de fer avec le syndicat textile. Marcel Mathieu, secrétaire de la CGT textile en analyse les points essentiels dans *La Dépêche* du 19 septembre. Au motif des satisfactions, il y a la reconnaissance du droit syndical, ce qui garantit au militant le droit de travailler en entreprise. Les teinturiers obtiennent enfin le délai congé de huitaine dont ils étaient jusqu'alors exclus. Mais l'accord proscrie désormais les occupations d'usine en cas de grèves. Marcel Mathieu souligne « pour que la discussion sur les barèmes ait le même résultat, pour que les ouvrières à domicile aient un contrat équivalent, il faut que ceux qui sont encore en dehors de la grande famille syndicale la rejoigne. » Sonné un temps le patronat s'organise pour rogner tout ce qui entrave ses pouvoirs de décision et ses profits.

À suivre.

1) Augmentation générale des salaires dans le textile.

SOUTIEN À LA DÉPÊCHE : DÉBUT DE MOBILISATION

Fin juillet, avec Camille Lainé, notre rédactrice en chef, nous avons décidé d'alerter sur l'urgence de trouver rapidement de l'argent pour remettre à niveau la trésorerie du journal, afin de pouvoir poursuivre son édition et d'envisager son évolution.

Nous tenons à remercier chaleureusement les premiers lecteurs et amis de *La Dépêche* qui nous ont adressé, qui la régularisation de leur abonnement, qui un abonnement de soutien, qui le parrainage d'abonnés par un don. Ces premiers versements nous donnent un peu d'air, mais ils sont encore loin de nous apporter le souffle et les moyens dont *La Dépêche* a absolument besoin pour continuer un chemin commencé le 7 décembre 1920 et que nous entendons bien poursuivre dans un contexte particulièrement difficile.

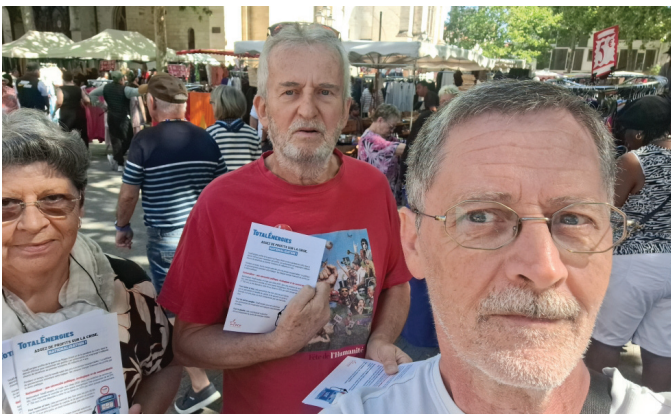
Nous avons la conviction que c'est possible, mais cela ne pourra se faire que si tous les lecteurs du journal franchissent rapidement le pas de l'abonnement. Le prix de celui-ci reste très accessible : 20 € pour un an. Merci à toutes celles et à tous ceux qui le peuvent de penser à l'abonnement de soutien (40 €).



Enfin, nombre d'associations et de syndicats nous disent apprécier les causes que porte *La Dépêche* et parfois la place qu'elle donne à leurs actions. Nous souhaitons amplifier le contenu du journal dans ce sens, mais, pour ce faire, nous avons aussi besoin de moyens financiers. Toutes les contributions sont nécessaires pour que vive *La Dépêche*.

PIERRE MATHIEU Gérant

L'ACTU DU PCF



Comme tous les mois, les communistes de Troyes étaient présent.e.s sur les marchés des Halles et des Chartreux les 8 et 9 août dernier, pour distribuer le tract réclamant la nationalisation de TotalÉnergie.

LES BREVES DE MALICETTE

L'ÉCLIPSE

Il était une fois le soleil, rutilant, magnifique, toujours fringué faut voir, comme trois Louis XIV et sept Louis XV à la fois. Il avait donné rendez-vous à la lune, un peu comme Giscard d'Estaing, avec les petites gens. La lune, c'est pâle et mal nourri et ça va, cahin-caha, son petit bonhomme de chemin. Et que se passa-t-il ? C'était le 12 août 2026 à 20h. Je ne mens pas, c'est attesté par *La Dépêche* et la presse mondiale, la lune bouffa le soleil. Il se mit à faire nuit et froid. Le monde n'en revenait pas. Même Trump en avait le sifflet coupé. Il traitait la lune d'immigrée. Il voyait là-dessous une opération chinoise. Il commanda à ses missiles de se pointer vers la lune. Celle-ci, lentement, se déplaçait, libérant le soleil. Il n'eut pas le temps d'appuyer sur le bouton. Il avala un verre de cognac. La dissuasion nucléaire avait fonctionné.